

La société ouverte et ses nouveaux ennemis



MICHAEL ESFELD * • Avril 2021

Résumé

- Nous sommes aujourd'hui, comme au sortir de la Seconde Guerre mondiale, confrontés à un choix entre liberté et totalitarisme – entre une société ouverte qui reconnaît inconditionnellement chaque être humain comme une personne et une société fermée qui soumet les droits fondamentaux à certaines conditions.
- La nature et l'ampleur de défis tels que la propagation du coronavirus ou le changement climatique ne sont pas entièrement nouvelles. De tels défis ont toujours été maîtrisés par les sociétés ouvertes grâce à l'adaptation spontanée des comportements et à l'innovation technologique.
- Des scientifiques, des politiciens, des dirigeants de l'économie et des médias transforment ces défis en des crises existentielles pour l'humanité afin de faire accepter la suppression des valeurs fondamentales de notre vie commune par la diffusion d'une peur délibérément suscitée.
- Les externalités négatives des actions libres sont exploitées de telle manière qu'en fin de compte, chaque action libre est soupçonnée de nuire à autrui. On ne peut alors se libérer de ce soupçon qu'au moyen d'un passeport de vaccination, de durabilité ou, de façon générale, d'un passeport social. L'exercice de la liberté est ainsi placé sous des conditions fixées par des experts qui réclament de posséder un savoir moral-normatif pour diriger la société.
- Ce développement néfaste ne peut être contré que par une vision substantielle de l'humanité fondée sur la liberté et la dignité humaine, qui donne lieu à des droits fondamentaux s'appliquant sans condition. Il n'y a pas de valeur morale supérieure à la dignité de chaque être humain.

* Michael Esfeld est professeur de philosophie des sciences à l'Université de Lausanne.

La *société ouverte et ses ennemis* est le titre de l'ouvrage majeur de philosophie politique de Karl Popper, écrit en exil en Nouvelle-Zélande pendant la Seconde Guerre mondiale et publié en 1945. Ce livre a été l'un des fondements intellectuels du cap politique fixé par les discours de Winston Churchill à Fulton (Missouri) et à Zurich en 1946 : la formation d'une communauté occidentale d'États fondée sur la liberté et les droits de l'homme qui s'oppose à l'empire soviétique. En conséquence, le rideau de fer est devenu une frontière non seulement physique mais surtout idéologique – l'affirmation de la liberté contre la prétention au pouvoir du totalitarisme. Cette configuration a établi un cadre qui englobait tous les principaux groupes sociaux et partis politiques de l'Occident : quels que soient les différents intérêts et les différents programmes politiques des partis, l'État constitutionnel libéral fondé sur les droits fondamentaux par opposition au totalitarisme de l'empire soviétique n'était pas mis en question. Ce cadre a façonné la politique et la société pendant plus de quatre décennies. En 1989, après la chute du mur de Berlin, aucune nouvelle orientation ne semblait nécessaire : la liberté et l'État de droit avaient prévalu. Francis Fukuyama a même parlé de la fin de l'histoire¹.

C'était une erreur. C'est aujourd'hui, en 2021, que le cap est fixé. Aujourd'hui aussi, nous faisons face à un carrefour entre liberté et totalitarisme qui pourrait à son tour façonner nos vies pour les décennies à venir. Il s'agit à nouveau d'une tendance politique qui pourrait englober tous les grands groupes sociaux et partis politiques, quelles que soient leurs différences. Ce choix sera déterminé par les leçons que nous tirerons de la crise du coronavirus.

Popper au sujet de la société ouverte

La société ouverte se caractérise par le fait qu'elle reconnaît chaque être humain comme une personne : la personne a une dignité inaliénable. Elle a la liberté de façonner sa vie selon ses choix, ainsi que la responsabilité de rendre compte de ses actes sur demande. La liberté est la condition humaine. Lorsque nous pensons et agissons, nous sommes libres. Il en est ainsi parce que des raisons, et donc des justifications, peuvent être exigées pour les pensées et les actions – et seulement pour celles-ci. En revanche, il n'est pas possible de donner et demander des raisons pour un comportement qui est une réaction à des stimuli et des besoins biologiques. Nous sommes libres parce que l'espèce humaine s'est libérée au cours de l'évolution de la contrainte d'être soumise à une simple réaction à des stimuli.

Cette liberté donne lieu à des droits fondamentaux. Il s'agit de droits de défense contre l'ingérence extérieure dans le jugement que l'on porte sur la manière dont on veut façonner sa vie. En philosophie, on conçoit ces droits fondamentaux comme donnés avec l'existence des personnes en tant que telles. Ces droits ne dépendent pas du droit positif d'un État et de circonstances historiques contingentes. Par exemple, c'est ainsi dans le droit naturel depuis l'antiquité ; dans le siècle des

¹ « The end of history ? », *The National Interest* 16 (1989), pp. 3-18.

Lumières, qui a exigé, sur le plan politique, des droits de l'homme universels s'appliquant de la même manière à tous les êtres humains et qui a conduit, entre autres, à l'abolition de l'esclavage ; chez Kant, dont l'impératif catégorique exige que les personnes soient toujours traitées comme des fins en soi et jamais comme de simples moyens pour atteindre une fin ; au XX^e siècle, entre autres, aussi dans l'éthique du discours de Karl-Otto Apel ou la théorie de la justice de John Rawls. L'État est un État de droit qui protège ces droits ; il ne dirige pas la société, mais laisse les gens libres de façonner leurs relations sociales.

Selon Popper, les ennemis intellectuels de la société ouverte sont ceux qui prétendent posséder la connaissance d'un bien commun. Sur la base de ces connaissances, ils prétendent être en mesure de contrôler la société de manière technocratique afin de réaliser ce bien. Ces connaissances sont à la fois factuelles-scientifiques et normatives-morales : il s'agit de connaissances morales sur le bien le plus élevé, associées à des connaissances scientifiques ou technocratiques quant à la manière de diriger la vie des gens afin d'atteindre ce bien. Par conséquent, cette connaissance se situe au-dessus de la liberté des individus, c'est-à-dire au-dessus de leur propre jugement sur la façon dont ils veulent façonner leur vie.

Ces ennemis viennent de l'intérieur de notre société. Popper relève ce fait dans la transition de Socrate à Platon, puis de Kant à Hegel et Marx. Socrate et Kant posent les bases intellectuelles de la société ouverte ; Platon, Hegel et Marx les détruisent en remplaçant la recherche de ce que chacun considère comme une vie réussie pour lui-même par la prétention à la connaissance d'un bien absolu vers lequel l'histoire se dirige. Cette connaissance les autorise à dépasser les droits fondamentaux et la dignité humaine, car ce qui est en jeu, c'est le but même de l'existence humaine. C'est pourquoi il s'agit d'un totalitarisme : l'ensemble de la société, jusqu'à la vie des familles et des individus, est orienté vers la réalisation du prétendu bien absolu, sans qu'aucune limite ne soit fixée par la dignité humaine et les droits fondamentaux.

Ces ennemis de la société ouverte ont été démasqués par les meurtres de masse qui se sont avérés inévitables au XX^e siècle sur la voie de la réalisation du soit-disant « bien ». Sur cette voie, non seulement la dignité humaine et les droits fondamentaux ont été éliminés, mais en même temps un résultat catastrophique a été atteint en ce qui concerne le bien visé. Sous les régimes communistes, les conditions économiques d'exploitation sur la voie vers une société sans classes et sans exploitation ont été pires que sous les formes les plus extrêmes du capitalisme. Sous le national-socialisme, le chemin vers l'objectif d'une *Volksgemeinschaft* de sang pur a conduit ce même peuple au bord de la ruine. Ces idées et leurs conséquences politiques appartiennent en effet au passé.

Les nouveaux ennemis de la société ouverte

Néanmoins, aujourd'hui, nous sommes à nouveau confrontés à un choix entre la société ouverte et le totalitarisme. Les nouveaux ennemis de la société ouverte viennent à nouveau de l'intérieur de la société avec des revendications de connaissances qui sont à la fois cognitives et morales et qui aboutissent à un façonnement

technocratique de la société qui l'emporte sur la dignité humaine et les droits fondamentaux. Pourtant, les nouveaux ennemis de la société ouverte n'opèrent pas avec le mirage d'un bien absolu, mais avec la peur délibérément alimentée de menaces qui mettraient prétendument notre existence en danger. Ces menaces sont sous-tendues par des faits, tels que la propagation du coronavirus ou le changement climatique. Ces menaces sont prises comme une opportunité de rendre certaines valeurs absolues, comme la protection de la santé ou la protection du climat. Une alliance de scientifiques, de politiciens et de dirigeants de l'économie prétendent savoir comment gérer la vie sociale, familiale et individuelle afin de préserver ces valeurs. Là encore, il s'agit d'un bien social supérieur – protection de la santé, conditions de vie des générations futures – derrière lequel la dignité humaine individuelle et les droits fondamentaux doivent passer au second plan.

Le mécanisme utilisé consiste à mettre en lumière ces défis de manière à ce qu'ils apparaissent comme des crises existentielles – un virus mortel qui circule, une crise climatique qui menace les moyens de subsistance de nos enfants. La peur ainsi suscitée permet ensuite de faire accepter la mise à l'écart des valeurs fondamentales de notre vie sociale – comme dans les totalitarismes critiqués par Popper, dans lesquels le prétendu bien motivait un grand nombre de personnes à commettre des actes criminels de fait. Ce ne sont pas principalement des personnes malveillantes qui font le mal, mais souvent des personnes bienveillantes qui, par souci de ce qu'elles croient être une menace pesant sur une valeur essentielle, font des choses qui ont finalement des conséquences dévastatrices.

Ce mécanisme frappe au cœur de la société ouverte, car il joue sur un problème bien connu, celui des externalités négatives. On entend par là la chose suivante : la liberté de l'un s'arrête là où elle s'ingère dans la liberté des autres. Les actions d'une personne, y compris les contrats qu'elle conclut, ont un impact sur des tiers qui sont en dehors de ces relations, mais dont la liberté de façonner leur vie peut être affectée par ces actions. La limite au-delà de laquelle la libre configuration de sa vie cause un préjudice à la libre configuration de la vie d'autrui n'est pas fixée a priori. On peut le définir de manière large ou étroite. Le mécanisme précité consiste à définir cette limite de manière si étroite, en suscitant la peur et sous couvert de solidarité, qu'il ne reste de facto plus de marge de manœuvre pour la libre organisation de sa vie : tout arrangement de vie libre de l'un peut être interprété de telle sorte qu'il engendre des externalités négatives qui constituent une menace pour l'arrangement de vie libre des autres.

Les nouveaux ennemis de la société ouverte alimentent la crainte de la propagation d'un soit-disant fléau du siècle ; pourtant, il est évident que toute forme de contact physique peut contribuer à la propagation du coronavirus (ainsi qu'à d'autres virus et bactéries). Ils suscitent la peur d'une catastrophe climatique imminente ; pourtant, il est évident que toute action a un impact sur l'environnement non humain et peut ainsi contribuer au changement climatique. Par conséquent, chacun est censé prouver que ses actions ne font pas avancer involontairement la propagation d'un virus, la dégradation du climat, etc. – on peut prolonger cette liste à son gré. De cette

manière, tous les individus sont placés sous la suspicion générale de nuire aux autres par tout ce qu'ils font. La charge de la preuve est inversée : il n'est plus nécessaire de fournir des preuves concrètes que quelqu'un nuit à autrui par certains de ses actes. Au contraire, chacun doit prouver qu'il ne nuit pas à autrui, y compris aux membres des générations futures. Par conséquent, les personnes ne peuvent se libérer de cette suspicion générale qu'en acquérant un certificat qui les blanchit, comme un certificat de vaccination, un passeport de durabilité ou un passeport social en général. C'est une sorte de vente moderne d'indulgences. Cela abolit la liberté et installe un nouveau totalitarisme, car l'exercice de la liberté et la garantie des droits fondamentaux dépendront alors d'un permis accordé – ou refusé – par une élite d'experts.

Le choix auquel nous faisons face est donc le suivant : une société ouverte qui reconnaît inconditionnellement chaque individu comme une personne dotée d'une dignité inaliénable et de droits fondamentaux ; ou une société fermée à la vie sociale de laquelle on accède par le biais d'un certificat dont les conditions sont définies par certains experts, comme envisagé autrefois par les rois philosophes de Platon. Tout comme ces derniers, dont les prétentions à la connaissance ont été démenties par Popper, leurs descendants actuels n'ont aucune connaissance qui les mettrait en position de fixer de telles conditions sans arbitraire.

Le mirage de connaissances qui permettent de diriger la société

Des épidémies virales d'une ampleur comparable à la pandémie actuelle de Corona se sont produites fréquemment – les plus récentes étant la grippe asiatique du milieu des années 1950 et la grippe de Hong Kong de la fin des années 1960. Les sociétés ouvertes ont toujours réussi à les combattre par une adaptation comportementale spontanée et des moyens purement médicaux. Ces connaissances en matière de lutte efficace contre les pandémies ont été abandonnées au printemps 2020. Les experts qui préconisaient la stratégie médicale éprouvée des recommandations d'hygiène générale et de la protection ciblée des personnes à risque ont été diffamés – comme si toute personne, quel que soit sa réputation scientifique, qui préconisait la manière traditionnelle de faire face à une pandémie avait perdu la raison. L'objectif était de substituer à la stratégie médicale une stratégie politique visant à diriger l'ensemble de la société à travers la pandémie par un contrôle des contacts physiques. La dignité humaine et les droits fondamentaux sont relégués au second plan par ce contrôle. Il ne s'agit pas d'une question de solidarité avec les personnes en danger. Leur protection ciblée est mise à mal par le contrôle politique de toute la vie sociale. L'enrégimentement politique de la vie sociale de chacun devient presque une excuse pour ne pas s'occuper spécifiquement de la protection des personnes vulnérables, avec des conséquences fatales pour celles-ci, visibles dans le nombre scandaleusement élevé de décès du coronavirus dans les maisons de retraite et de soins. L'objectif est le contrôle social du mode de vie de tous les gens.

De nombreuses études sont désormais disponibles qui démontrent que les mesures politiques répressives, telles que les confinements, n'entraînent pas de différence statistiquement significative dans le contrôle de la pandémie de Corona². Cela peut être illustré de la manière suivante : on présente aux gens les données pertinentes sur l'incidence des infections, telles que les hospitalisations et les décès par rapport à la population, provenant de pays ayant une géographie et un développement économique similaires sur une période de plusieurs mois. À partir de ces données, il n'est pas possible d'inférer quels sont les pays qui ont pris des mesures politiques fortes, telles qu'un confinement avec l'ordre de rester chez soi, et quels sont ceux qui s'en sont abstenus³.

Un exemple est la comparaison entre l'Allemagne et la Suède à partir de l'été 2020, après que la Suède a surmonté les échecs initiaux de la protection des maisons de retraite : entre la Suède sans confinement et l'Allemagne avec confinement, il n'y a pas de différence statistiquement significative dans le succès de la lutte contre la pandémie depuis l'été 2020. Un autre exemple est celui des États américains, tels que la Floride et la Californie, qui sont comparables en raison de leur climat chaud et de leur situation côtière. Depuis septembre 2020, le gouverneur de Floride suit la science, à savoir celle qui a toujours été utilisée pour combattre avec succès des pandémies d'ampleur comparable sur le plan médical. La Floride, malgré toutes les prophéties catastrophiques, si l'on suit cette science, n'est pas plus mal lotie en matière de lutte contre la pandémie que la Californie, où les mesures restrictives se poursuivent. Même situation avec le Dakota du Sud, qui n'a jamais eu recours à des mesures politiques coercitives, contrairement au Dakota du Nord.

Qui plus est, de nombreuses études menées dans plusieurs pays confirment désormais que les inconvénients sanitaires, sociaux et économiques des mesures dites de protection contre le coronavirus dépasseront de loin leurs avantages. On les calcule de la manière suivante : On accepte l'hypothèse selon laquelle les confinements peuvent en effet prévenir des décès prématurés dus à une infection avec le coronavirus d'une manière statistiquement significative. On estime ensuite les années de vie qui peuvent être gagnées par un confinement par rapport aux années de vie qui seront perdues en raison des dommages sanitaires, sociaux et économiques causés par les confinements, car des gens mourront plus tôt à cause de ces dommages que ce ne serait le cas autrement. Ces décès ont lieu dans le futur, bien sûr, et ils se produisent à l'échelle mondiale et de manière socialement inégalement répartie : elles touchent principalement les classes sociales défavorisées et les pays en développe-

² Résumé des études dans Eran Bendavid et al., « Assessing mandatory stay-at-home and business closure effects on the spread of COVID-19 », *European Journal of Clinical Investigation* 51 (2021), e 13484. Voir aussi la présentation des études par *American Institute of Economic Research*, « Lockdowns do not control the coronavirus : the evidence », <https://www.aier.org/article/lockdowns-do-not-control-the-coronavirus-the-evidence> (consulté le 20 décembre 2020). Voir plus récemment Christian Bjørnskov, « Did lockdown work ? An economist's cross-country comparison », *CESifo Economic Studies*, 29 mars 2021, 1-14, DOI: 10.1093/cesifo/ifab003. Pour une critique de la politique du confinement en Allemagne, voir Christoph Lütge et Michael Esfeld, *Und die Freiheit ? Wie die Corona-Politik und der Missbrauch der Wissenschaft unsere offene Gesellschaft bedrohen*, München : riva 2021.

³ Cf. R. F. Savaris et al., « Stay-at-home policy is a case of exception fallacy : an internet-based ecological study », *Nature Scientific Reports* 11 (2021), article no. 5313.

ment, notamment en raison des régressions en matière de soins de santé et de réduction de la pauvreté dans ces pays. Ces chiffres ne peuvent pas être estimés avec précision, mais leur ampleur est claire : les dommages en termes d'années de vie perdues dépassent de plusieurs fois les années de vie potentiellement gagnées⁴.

Ainsi, un résultat bien connu est à nouveau démontré : si l'on place la valeur X – dans ce cas la protection de la santé – au-dessus de la dignité humaine et des droits fondamentaux, non seulement on détruit ceux-ci, mais on obtient finalement aussi un mauvais résultat par rapport à X. Dans ce cas, les effets négatifs sont graves pour la protection de la santé, pour l'ensemble de la population et au niveau mondial, en raison des dommages dévastateurs causés par les mesures dites de protection contre le coronavirus. La conclusion qu'il faut en tirer est celle d'une interdiction légitime des confinements et autres mesures restrictives du même ordre dans les constitutions des États de droit, afin que ce que nous vivons depuis mars 2020 ne puisse pas se répéter.

Malheureusement, une situation similaire est à craindre dans la gestion politique de la crise climatique. Le réchauffement climatique corrélé à l'industrialisation est sans aucun doute un défi sérieux. Néanmoins, la gestion du changement climatique dans l'histoire nous montre comment l'humanité l'a jusqu'à présent toujours maîtrisé grâce à une adaptation spontanée et à l'innovation technologique. La société ouverte offre les meilleures conditions pour cela. La mise en place de conditions politiques sous la forme d'un contrôle de l'économie et de la société, qui passe outre la dignité humaine et les droits fondamentaux, et qui fonctionne avec des définitions plutôt arbitraires et politiquement influencées de ce qui est censé être durable, ne mène pas au but recherché. Les faits montrent déjà que les émissions de CO₂ dans les pays industrialisés sans transition énergétique jusqu'à présent (comme la France, le Royaume-Uni, les États-Unis) ont diminué du même pourcentage que dans les pays qui ont poursuivi une transition énergétique à grands frais dans les vingt dernières années (l'Allemagne). Ce qui est crucial, c'est l'innovation technologique et non le paternalisme politique fondé sur des scientifiques qui revendiquent un savoir moral-normatif pour diriger la société. À son tour, il est à craindre que le pilotage politique visant à sauver le climat de la planète empêche virtuellement une lutte ciblée et locale contre les problèmes environnementaux concrets qui, de nos jours, font réellement de nombreuses victimes chaque année.

Le fait que ce soient les mêmes groupes d'experts et les mêmes organisations, telles que les académies, ainsi que certains politiciens et dirigeants de l'économie qui utilisent à la fois la crise climatique et la pandémie du coronavirus comme prétexte

⁴ Voir, par exemple, pour l'Allemagne Bernd Raffelhüschen, « Verhältnismässigkeit in der Pandemie: Geht das ? », *WiSt. Wirtschaftswissenschaftliches Studium* Juillet 2020 ; pour la Suisse Konstantin Beck, Konstantin et Werner Widmer, « Corona in der Schweiz. Plädoyer für eine evidenzbasierte Pandemie-Politik », ISBN 978-3-033-08275-5, <https://www.corona-in-der-schweiz.ch> (consulté 16 décembre 2020) ; pour le Royaume Uni David K. Miles, Michael Stedman et Adrian H. Heald, « 'Stay at home, protect the National Health Service, safe lives' : a cost benefit analysis of the lockdown in the United Kingdom », *International Journal of Clinical Practice* 75.3 (2020), DOI: 10.1111/ijcp.13674. Voir aussi le rapport d'Oxfam, « The hunger virus: how COVID-19 is fuelling hunger in a hungry world », 9 juillet 2020, à télécharger sur <https://www.oxfam.de/presse/pressemitteilungen/2020-07-09-neue-hunger-epizentren-covid-19-mehr-menschen-koennten>

pour nous faire passer d'une société ouverte à une société fermée n'a rien d'une coïncidence. La propagation du coronavirus doit apparemment servir de répétition générale pour ceci : définir les externalités négatives de manière si exhaustive en suscitant délibérément la peur que tout exercice de la liberté est soumis à une suspicion générale, afin de pouvoir ensuite imposer un contrôle de la liberté par le biais de conditions formulées par de prétendus experts.

Pourquoi cela se produit-il ? Pour de nombreux scientifiques et intellectuels, il est apparemment difficile d'admettre qu'ils ne disposent d'aucune connaissance normative pour guider la société. Ils succombent à la tentation que Popper avait déjà identifiée chez les intellectuels et les scientifiques qu'il critiquait. Pour les politiciens, il n'y a guère d'intérêt à ne rien faire et à laisser la vie des gens suivre son cours. L'occasion est donc propice pour évoquer de vieux défis familiers qui se présentent sous de nouvelles formes comme des crises existentielles et pour susciter la peur avec des modèles pseudo-scientifiques qui débouchent sur des prévisions catastrophistes. Les scientifiques peuvent alors se mettre en avant avec des revendications politiques qui n'ont pas de limites légales en raison de l'état dit « d'urgence ». Grâce à la légitimation scientifique, les politiciens peuvent obtenir un pouvoir d'intervention dans la vie des gens qu'ils ne pourraient jamais obtenir par des moyens démocratiques et constitutionnels. Ils sont volontiers rejoints par les dirigeants économiques qui profitent de cette politique et peuvent répercuter les risques de leurs entreprises sur les contribuables.

Certains scientifiques, politiciens et dirigeants de l'économie avaient déjà demandé des mesures politiques coercitives lors d'épidémies de virus antérieures, comme la grippe porcine en 2009. Ces personnes étaient prêtes à utiliser l'épidémie virale suivante pour mettre leurs plans à exécution – par conviction sincère, volonté de pouvoir ou intérêts lucratifs. Cependant, l'épistémologie de Popper nous enseigne qu'aucun individu ou groupe d'individus ne peut déterminer le développement de la société au moyen d'un plan préparé (une « conspiration »). Ce sont des circonstances contingentes – comme peut-être les images de Wuhan et de Bergame – combinées à des réactions de panique qui ont fait que, cette fois-ci, ces plans ont trouvé grâce auprès de larges cercles de médias, de politiciens et de scientifiques. Ensuite, une tendance s'est développée qui entraîne avec elle de plus en plus d'acteurs sociaux et qui est difficile à éviter.

Cette situation est comparable à celle du déclenchement de la Première Guerre mondiale, qui s'est également développée à partir de circonstances contingentes en juillet 1914. En effet, l'histoire du XX^e siècle risque de se répéter au XXI^e siècle : la gestion politique de la pandémie de Corona est équivalente à la Première Guerre mondiale. Les revendications pour un bouleversement radical de la société comme la stratégie dite « zéro Covid » (et son pendant dans l'activisme climatique) correspondent au bolchevisme. Contre ces revendications et l'échec des élites en général, se forme un populisme de droite radicale qui pourrait devenir l'équivalent contemporain du fascisme. Les conséquences économiques des mesures coercitives

relatives au Corona, et l'impression illimitée de monnaie pour absorber ces conséquences, pourraient conduire à l'inflation et finalement à une crise économique comme celle de la fin des années 1920, lorsque les forces libérales en Europe continentale ont été écrasées entre le bolchevisme et le fascisme. Il est important de se rendre compte de ce danger, de reconnaître les parallèles avec le cours du XX^e siècle et de s'opposer à la tendance fatale qui s'est formée dans la gestion de la pandémie de Corona.

Le problème des externalités négatives et sa solution

Le problème qui se pose ici est ancien. Il est également inhérent à l'État purement protecteur : pour protéger efficacement tout un chacun contre la violence, il faudrait pouvoir suivre à tout moment les allées et venues de n'importe qui ; pour protéger efficacement la santé de chacun contre les infections par des virus, il faudrait pouvoir surveiller à tout moment les contacts physiques de chacun. Le problème est la définition arbitraire des externalités négatives, contre laquelle le libéralisme et même le libertarianisme ne sont pas à l'abri en tant que tels. En effet, il n'est pas évident de savoir comment déterminer ce qui est et ce qui n'est pas une externalité négative. Par exemple, on peut déduire des externalités négatives de la propagation de virus ou des changements du climat qui se produisent finalement dans toutes les actions humaines et qui nécessitent dès lors une réglementation, qu'elle provienne de l'État ou du marché libre via l'extension des droits de propriété. Par exemple, chaque personne pourrait se voir accorder des droits de propriété sur l'air qui l'entoure, de sorte que cet air ne doit pas être contaminé par des virus propagés par des corps humains ou doit satisfaire à certaines conditions climatiques qui sont influencées par des actions humaines, etc.

Par conséquent, l'opposition n'est pas celle entre l'État et les marchés libres. Cette façon de penser ne permet pas d'aborder le problème sous-jacent de l'extension arbitraire des externalités négatives. Le contrôle peut être exercé par des entités gouvernementales ou privées. Les certificats qui purifient les personnes et leur permettent de participer à la vie sociale et économique peuvent être délivrés par des organismes privés ou gouvernementaux. Il peut y avoir une concurrence à leur égard et à leur conception spécifique. Tout cela n'est finalement pas pertinent. Le point crucial est le totalitarisme du contrôle global, dans lequel même des États et des sociétés conçus de manière libérale peuvent glisser si l'on permet de définir les externalités négatives de manière si arbitraire qu'en fin de compte, tout être humain, quelles que soient ses actions, est soupçonné de nuire à autrui.

Cela ne peut être contré que par une vision substantielle de l'homme basée sur la liberté et la dignité humaine. Il en résulte des droits fondamentaux qui s'appliquent inconditionnellement dans le sens suivant : leur validité ne peut pas être subordonnée à un objectif supérieur. Ils ne peuvent être suspendus que si la défense de l'existence même de l'État qui les garantit l'exige, comme dans le cas d'une attaque militaire extérieure. Ceci est le fondement de la société ouverte au sens de Popper, qui, comme nous l'avons mentionné plus haut, est posé par le droit naturel, l'exigence

de l'application politique des droits de l'homme universels au siècle des Lumières, etc. À la société ouverte appartient une science qui est aussi ouverte dans sa recherche et son enseignement que la société l'est, tout comme la liberté de contrat et la liberté économique qui l'accompagne. Ce dernier n'existe toutefois pas de manière autosuffisante, mais seulement sur le fondement susmentionné ; car ce n'est qu'à partir de ce fondement, qui accorde absolument à chacun le droit de vivre librement, que l'on peut ensuite limiter les externalités négatives sous forme d'atteintes concrètes et significatives à la liberté d'autrui, qui justifient alors en fait des interventions extérieures dans la manière dont les gens façonnent leur vie.

Autrement dit, l'axiome est la liberté de toute personne en sa pensée et en ses actions ; reconnaître une personne en tant que personne, c'est lui accorder cette liberté et donc respecter sa dignité. Ceci implique le droit de façonner sa propre vie. Il n'y a pas de valeur morale qui soit supérieure à cette dignité et au regard de laquelle il pourrait être justifié de définir des externalités négatives qui placent les actions de chaque être humain sous la suspicion générale de nuire à autrui au regard de cette valeur (comme la protection de la santé ou la protection du climat). En philosophie, une telle considération est appelée un argument transcendantal qui tient a priori. Empiriquement, à partir de l'histoire ainsi que de l'expérience que nous sommes en train de refaire, il est également bien établi (si l'on veut seulement se donner la peine de regarder) que lorsqu'on quitte cette base, un grand préjudice est toujours causé à la grande majorité des gens et les bénéfices éventuels reviennent uniquement à l'élite de ceux qui profitent des conditions qui régulent l'accès à la société fermée. Cet argument empirique complète l'argument transcendantal.

Comme au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, nous sommes aujourd'hui confrontés à un changement de cap qui pourrait façonner notre société pour les décennies à venir, car il pourrait définir une tendance qui englobe tous les grands groupes sociaux et partis politiques. Peter Sloterdijk a déclaré en mars 2020, au début de la crise du coronavirus, que l'Occident se révélera aussi autoritaire que la Chine⁵. Malheureusement, il s'est avéré qu'il avait raison l'année dernière d'une manière que beaucoup, y compris l'auteur de cet article, ne pensaient pas possible après l'expérience des totalitarismes du XX^e siècle. Une grande partie des formes d'organisation des groupes sociaux ainsi que des partis politiques – y compris ceux qui utilisent l'étiquette « libérale » – ont rejoint la tendance vers le nouveau totalitarisme du contrôle global. Pourtant, nombreux sont aussi ceux qui s'y sont opposés par conviction libérale, religieuse ou sociale – ou simplement parce qu'ils ne se sont pas laissés dépouiller de leur bon sens par une réalité modélisée que les médias leur ont présentée.

Il est grand temps que nous prenions conscience du carrefour en face duquel nous nous tenons. Cela exige une vision sobre qui ne se laisse pas obscurcir par les peurs suscitées par les nouveaux ennemis de la société ouverte, à savoir la vision et

⁵ Entretien avec *Le Point* 18 mars 2020, https://www.lepoint.fr/politique/sloterdijk-le-systeme-occidental-va-se-reveler-aussi-autoritaire-que-celui-de-la-chine-18-03-2020-2367624_20.php

la confiance en ce qui distingue chacun d'entre nous en tant qu'être vivant rationnel : la dignité de la personne, qui consiste en sa liberté de pensée et d'action⁶.

⁶ Les idées développées ici sont influencées par des échanges avec Andreas Buchleitner, Boris Kotchoubey, Christoph Lütge, Henrique Schneider et Gerhard Wagner. Bien sûr, j'assume entièrement la responsabilité pour cet exposé.



Impressum

Institut Libéral
Boulevard de Grancy 19
1006 Lausanne, Suisse
Tel.: +41 (0)21 510 32 00
liberal@libinst.ch

Les publications de l'Institut Libéral se trouvent sur
www.institutliberal.ch.

Disclaimer

L'Institut Libéral ne prend aucune position institutionnelle. Toutes les publications et communications de l'Institut contribuent à l'information et au débat. Elles reflètent les opinions de leurs auteurs et ne correspondent pas nécessairement à l'avis du Comité, du Conseil de fondation ou du Conseil académique de l'Institut.

Cette publication peut être citée avec indication de la source.
Copyright 2021, Institut Libéral.